

ALLIANCES ET SURVIE DES PARTIS POLITIQUES APRÈS LES ELECTIONS AU NORD-KIVU.

MIRIMBA LUKENO Faustin*

Résumé

La question d'alliances et survie des partis politiques est devenue au cours de ces dernières années, un sujet d'actualités en RDC. Les récents événements des alliances créant 77 regroupements issus de 600 partis politiques dont le PPRD, l'UDPS et l'UNC, nous ont attiré dans le « Fait » de non visibilité liée aux enjeux électoraux et politiques crée des questionnements à Goma. Ainsi, les alliances suffisent-elles ou il y a-t-elles d'autres stratégies définissant la survie du PPRD, de l'UDPS et de l'UNC à Goma. Le fait que les alliances et coalitions politiques sont fragiles, les relations individuelles et ethniques, les cotisations et retrait à la source du salaire aux cadres embauchés et/ou élus pour le compte du parti, la démagogie et le débauchage politiques font existé les partis politiques à Goma, en République Démocratique du Congo.

Mots clés : Parti politique, Alliance, Survie, élection, Stratégies.

ALLIANCES AND SURVIVAL OF POLITICAL PARTIES AFTER THE ELECTION IN NORTH KIVU

Abstract

The question of alliance and survival of political parties has become in recent years a hot topic in the DRC. The recent events of alliances creating 77 groupings from 600 political parties including the PPRD, the UDPS and the UNC, have drawn us into the "Fact" of non-visibility linked to electoral and political issues created questions in Goma. So, are alliances enough or are there other strategies defining the survival of the PPRD, of the UNC in Goma? Due to the fact that political alliances and coalitions are fragile, individual and ethnic relations, contributions and withdrawal at source of salary to executives hired and/or elected on behalf of the party, political demagoguery and

* Chef de Travaux à l'Institut Supérieur d'Agroforesterie et de Gestion de l'Environnement de Kahuzi-Biega (ISAGE-KB) ; Auditeur à l'Université Pédagogique Nationale (UPN) en Sciences Politiques et Administratives ; Chercheur en Sociologie Politique. Téléphone : (+243) 990654800, 851420053, Téléphone : faustinmirimba@gmail.com

poaching make political parties exist above cited in Goma, Democratic Republic of Congo.

Keywords: Political party, Alliance, Survival, Election, Strategies.

1. INTRODUCTION

Il est possible d'établir un lien entre les stratégies politiques et la survie des partis politiques dans un système de démocratie directe ou indirecte. Depuis l'accession à la souveraineté tant nationale qu'internationale, la plupart de partis politiques congolais dont le PPRD, l'UDPS et l'UNC sont moins représentés dans les 145 territoires que compte la République Démocratique du Congo.

En effet, la non représentativité dans les institutions de prise des décisions, témoigne le niveau du parti politique et son avenir politique. Quoi qu'il en soit, qu'il soit de gauche ou de droite, l'avenir semble sombre car « d'aucuns n'hésitent plus à établir une égalité entre démocratie et élection »¹. Les Alliances préélectorales, intérim-électorales et les alliances poste-électorales caractérisent les enjeux politiques »². Dans la non satisfaction des cadres pendant la répartition des sièges emportés par le parti après enjeux électoraux, certains membres semblent être démotivés des activités quotidiennes du parti, car se sentent oubliés et /ou négligés des efforts fournis pour la survie du parti politique.

La situation s'est aggravée avec les trente-deux ans du régime de parti unique (1965-1997) sous la 2^{ème} République. Les partis politiques ne sont pas non plus des partis, car un cartel peut se muer en parti politique sans une demande sociologique ni une explication politique. L'opposition n'est pas l'opposition. Les alliances se tissent le matin, se défont au couché (Obotela Rachidi, N. et al. 2013, 2013 P.6). « Le processus de démocratisation prônée par Mobutu à la veille de la Conférence Nationale Souveraine (discours du 24 avril 1990) a été propice à la création d'une multitude de partis aux finalités très contestables »³.

La mentalité du parti-Etat perdurant pendant la deuxième République, le fondateur semblait être inaccessible, intouchable et au-dessus de principes de base ayant présidé à la création du parti. Un fait à signaler est celui des personnes qui créent les partis politiques appelées « Personnes Morales » ou président National du parti politique dans le contexte Congolais.

¹MAMPASI Kapita Dieudonné, S.J., élection et démocratie en RD.Congo entre Mythes et réalités, In *Congo Afrique*, n°459, novembre 2011, p.644-646.

² LE BELON et al., « *Alliances électorales et Gouvernementales : la contribution de la théorie de Jeux coopératifs à la Science politique* », Toulouse school of économie, WP, n°17-789, mars 2017 p.24.

³ *Idem*, P.7.

Considéré souvent comme chasse gardée, la création ou la chose d'un individu, le collège dit des fondateurs est supplémente par une seule personne appelée alors président fondateur qui, selon la nouvelle appellation « autorité morale », désignations qui ne figure ni dans les lois ni dans les statuts créant les partis en République Démocratique du Congo.

La question ne date d'aujourd'hui qu'il serait plus normal de les appeler (les partis et les chefs de partis) des regroupements autour d'une personnalité que des partis politiques au sens vrais du terme ». (Jacques Vanderlinden cité par Obotela Rachidi, et al. 2013 p.10). En réalité, « les partis politiques de 1964 charriaient les mêmes tares que ceux de 1960 à savoir : faiblesse idéologique, fragmentation des leaderships, détournement et trahison... »⁴ Au Nord-Kivu (de 2006-2018), la composition de l'assemblée provinciale (42 sièges) était équilibrée entre onze partis politiques. « *Le PPRD avait 9 sur 42, soit 21 à 22%. Les autres grandes compositions avaient respectivement 7 députés (RCD : 17%), 6 députés (Forces du renouveau : 14%), 6 députés (MSR : 14%), suivies par les Indépendants sans partis (5 députés, soit 12%). Les autres sont de petites formations, n'atteignant pas individuellement 10% : DCF/COFEDEC (3 députés : 7%), Démocratie Chrétienne (2 députés : 5%), et trois autres formations représentées respectivement par un seul député (soit moins de 2% de sièges)* »⁵. Par ailleurs, la spécificité de cette étude réside dans l'analyse des autres stratégies à part l'alliance des partis politiques pour la survie dans le système de démocratie libérale. La RDC a adopté une loi pour financer les partis politiques auxquels, les acteurs politiques congolais attachent une très grande importance. Plusieurs stratégies à part les alliances sont planifiées par les acteurs politiques du PPRD, de l'UDPS et de l'UNC pour que leurs organisations politiques ne disparaissent sur la scène politique congolaise. Ainsi, ces alliances suffisent-elles ou y a-t-il d'autres stratégies de survie des partis politiques PPRD, UDPS et l'UNC à Goma au Nord-Kivu.

Du fait que les alliances et coalitions politiques soient fragiles, elles ne suffiraient pas tant que stratégies de survie des partis politiques sur lesquels leurs autorités morales tiennent dans les enjeux politiques du Nord-Kivu. Ainsi, le PPRD, l'UDPS et l'UNC procèderaient aux recrutements par relations individuelles et ethniques, aux cotisations et retrait à la source du salaire des cadres embauchés et/ou élus pour le compte du parti, aux débauchages et la démagogie au fait des nouveaux adhérents au sien de leurs partis politiques à Goma. Plusieurs acteurs de ces partis ne seraient pas à mesure de mettre en place d'autres stratégies politiques démocratiquement acceptées

⁴ DJOLI ENSENG'EKELI, J., Les partis politiques dans l'évolution politique et constitutionnelle congolaise de 1960-2010 au cours de la crise existentielle de l'Etat, In *Congo Afrique*, n° 447, Septembre, 2010 P.606.

⁵ NISSE MUGHENDI et PAUL-ROBAIN NAMEGABE, *Gouvernance provinciale au Nord - Kivu et au Sud - Kivu entre, Rapports entre Institutions provinciales, réformes de la justice et de la police*, 2007 et 2014, Pole Institut, dossier avril 2015.P.13.

espérant aux alliances toujours en panne et font disparaître ces partis politiques à Goma et au Nord-Kivu.

Par ailleurs, en 2018, le pays n'était pas à sa première expérience. « *Les partis politiques sont nés et se sont développés à partir des années 1957* »⁶, avec l'expérience, « les élections de décembre de la même année comme « date de départ de véritables partis politiques avec la renaissance de l'Action Sociale comme premier parti politique au Zaïre, alors Congo »⁷.

Notre choix n'est pas un fait de hasard, en ce sens qu'il se justifie par le fait que le problème de stratégies de survie des partis politiques figure parmi les grands objectifs des acteurs politiques dans le système du suffrage universelle. De ce fait, l'étude se propose de dégager les autres stratégies de survie des partis politiques à Goma, à part l'alliance entre partis ou regroupement au Nord-Kivu en RDC.

2. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

La réussite d'une œuvre scientifique est fonction d'une méthode et techniques. Le même ordre d'idées, nous a imposé l'application de l'approche stratégique à travers « un triangle opératoire : Acteur-Stratégie-Resource politique »⁸. En effet, les partis politiques, qu'ils soient de gauche ou de droite sont des acteurs politiques qui militent pour acquérir le pouvoir d'une manière démocratique à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. Pour ce faire, l'approche stratégique intervient dans le fait qu'elle nous a permis d'établir des différences dans les stratégies d'activités des partis issus de l'ancienne et/ou de la nouvelle majorités et entre les partis politiques (PPRD, UDPS et UNC) après les élections présidentielles et législatives au niveau de la ville de Goma 3ans après. Par ailleurs, les autorités morales et cadres de ces partis politiques haut cités, ont besoins des ressources politiques (instruments d'influence politique), et financières dans le but d'accéder au pouvoir exécutif, législatif et judiciaire à tous les niveaux moyennant différentes stratégies anti-démocratiques (mobilisation ethnique, débauchage, distribution de biens matériels, démagogie, etc.) en vue d'accéder au pouvoir et le conserver d'une manière durable à tous les niveaux. « Pour survivre, les cadres et militants constitués à leur tour en constellation, sont considérés comme environnement intra-sociétal, et la population non membre des partis politique MLC, PPRD et RCD pour ses stabilisés avec leur bases dirigeantes ont besoin du soutien populaire. Sur ce, ils utilisent divers moyens »⁹.

⁶ MESTIST DAGH, M. Election Engagement social, éd. L'Epiphanie, Limeté, Kinshasa, 1991, P.11.

⁷ CRAWFORD YOUNG cité par OTEMKONGO MADEFU, J., Multipartisme au Zaïre, mythe et réalité, *In Zaïre Afrique*, N° 260, Kisangani, 1991 P.541.

⁸ MICHEL CROSIER et al. Cité par AHADI SENGE MILEMBA P., *Analyse du discours du rassemblement congolais pour la démocratie sur la violence politique et la bonne gouvernance à Goma (1998-2006)*, Thèse de doctorat en FSSAP, UNIKIS 2014-2015 Inédite.

⁹ MIRIMBA LUKENO Faustin, *Capacité de survie des partis politique après les élections de 2006 cas des MLC, PPPRD et RCD, à Kisangani*, Mémoire FSSAP, UNIKIS 2007, P.8 Inédite.

Ainsi, « une *Alliance politique est une Coalition entre deux ou plusieurs partis politiques partageant les mêmes idéologies ou qui ont des intérêts communs. Ces partis décident d'instituer une alliance pour renforcer leurs propositions électorales et, par conséquent, pour augmenter des possibilités d'arriver au pouvoir* »¹¹. Le cas de « *L'UDPS et les élections de 2006 en RDC : une occasion ratée* »¹² mais aussi « *la lutte armée à la bataille électorale en RDC, la transformation du MLC en parti politique* »¹³, dans le but de montrer le niveau de survie de ces partis politiques.

Les informations dont nous nous sommes servi ont été réunies à l'aide de l'observation directe. Celles-ci ont permis de nous rendre compte des faits qui ont inspiré la présente recherche. De ceci, nous sommes arrivés au minimum de fréquence à nous rencontrer avec les leaders de ces partis politiques en vue de mieux comprendre les problèmes de fonctionnement avant et après les enjeux électoraux. L'entretien non structuré avec les cadres, les militants au sein des différents bureaux et membres de la société civile de Goma, ou nous posons des questions au hasard à chaque cadre rencontré pour éviter que les enquêtés ne biaisent la recherche. De plus, nous avons été obligés de répéter les mêmes questions aux enquêtés de même catégorie, car nous les trouvons à des intervalles irrégulières afin de dépister le niveau de fiabilité de leurs réponses. Enfin la consultation d'une série d'ouvrages, des revues, de périodiques, les statuts et informations à l'internet, nous ont permis d'obtenir les informations et propos des alliances et survie des partis politiques non seulement à Goma mais aussi en RDC.

Occasionnellement, nous nous sommes entretenu avec 75 enquêtés réparties de la manière suivante : 45 membres de partis en raison de 15 cadres pour chacun des partis politiques (PPRD, UDPS et UNC) et 30 sujets de la société civile, non membres de ces derniers. Ces informations sont relatives aux réponses réservées aux demandes et aux implications des cadres et militants aux stratégies de survie de ces partis politiques.

Pour l'intérêt de l'étude, théoriquement nous avons choisi les partis politiques PPRD et UDPS. Historiquement, ils ont un poids politique au niveau tant provincial que national mais aussi, leaders de l'alliance de la nouvelle Majorité dénommée Union Sacré de la Nation congolaise « USN » après les élections de 2018, ayant abouti à la formation d'un gouvernement d'incohérence pendant 2ans. Pratiquement, les résultats auxquels nous aboutissons vont aider les cadres de partis politiques et membres de la société au niveau du Nord-Kivu et sur l'ensemble du pays afin d'envisager des stratégies démocratiques pour la survie des organisations politiques malgré les enjeux

¹⁰ <https://lesdefinitions.fr/alliance> du 20/02/2022.

¹¹ <https://lesdefinitions.fr/alliance> du 20/02/2022.

¹² ELIKIA M'BOKOLO, *Elections démocratiques en RDC : Dynamiques et perspectives*, OIF/PNUD, AGB, Kinshasa, 2012, pp. 195-218.

¹³ OBOTELA RASHIDI, N. et al. , *Op.cit.*, 2013, p.8.

des coalitions électorales et résultats selon différentes tendances politiques qui leur imposent d'autres voies de survie politique en RDC.

3. RÉSULTATS ET DISCUSSION DE L'ENQUETE

3.1 RESULTATS

Cette recherche renferme la trajectoire historique des alliances de partis politiques en RDC (III.1.1), la survie des partis politiques (III.2), les stratégies (III.3) et enfin la discussion des résultats de l'enquête (III.4).

3.1.1 LA TRAJECTOIRE HISTORIQUE DES ALLIANCES DES PARTIS POLITIQUES EN RDC

Les alliances et coalitions entre partis politiques « font partie de l'histoire politique du Congo depuis son Indépendance » (Biyoya Makutu, P. et al. 2015, p.210). Depuis 1960, tous les gouvernements qui se sont succédé de façon démocratique ou non ont été et restent des gouvernements d'alliances ou de coalitions. De ces événements, nous retenons les alliances et coalition de 1960 à 1965, celles de 1990-1997, les Alliances sous la transition de 2002 à 2006, celle de 2006-2011 et en fin les Alliances politiques entre parti politiques et entre regroupements de 2018 à nos jours qui nous ont plus intéressées dans les analyses de la présente recherche.

3.1.1.1 LES ALLIANCES ET COALITIONS POLITIQUES DE 1960 A 1965.

Tournant essentiellement autour du sentiment ethnique, en 1960, les alliances étaient plus ethniques que politique. C'est dans ce sens que l'Association des Baluba du Katanga « ABAKO » allié à la convention Nationale du Katanga « CONAKAT » puis l'idée d'un Congo uni à cause de l'exclusivité ethnique et des Associations européennes.

Au Kassai, l'Union Nationale Congolaise « UNC », parti des Lulua, fut dans une Alliance avec le Mouvement National Congolais/Lumumba « MNC/LL » une protection entre la dominance du Mouvement National Congolais/Kalonji « MNC/Kalonji » et son caractère tribal Luba. À Léopoldville, c'est la rivalité du Parti Solidaire Africain « PSA » et l'Alliance de Bakongo « ABAKO » d'intention séparatiste qui l'amena à se relier au parti appuyant l'idée d'un Congo unitaire (Young Crawford cité par Biyoya Makutu, P., 2015, p.214).

Aux élections de 1960, le Fédéralisme que l'unitarisme avait pris de la descendance par les leaders politiques. Les alliances étaient nouées autour des personnalités. C'est dans ce sens que le CONACO favorable à Moïse Tshombe, premier ministre sortant qui, était nommé par le président Kasavubu en 1965, que profitera Joseph- Désiré Mobutu son

premier coup d'État, justifié par la menace d'une guerre civile nourri par les ambitions personnelles et mal gérées de policiers (Bunyaku, 2013 cité par Makutu, P., 2015).

3.1.1.2 LES ALLIANCES DE 1990-1997

L'instauration du régime de parti unique de 1965 à 1990 a étouffé les alliances politiques au Zaïre. À l'occasion de la Conférence Nationale souveraine de 1990, les partis politiques et organisations de la Société civile se sont constitués en Alliances politiques. La transition démocratique a été dominée par le principe du partage équitable et équilibré du pouvoir entre le Cartel de l'opposition Union Sacrée de l'Opposition et Alliés « USOPAL » et le Cartel des partis de la mouvance présidentielle constituée par les Forces Politiques du Conclave « FPOC ». Toutefois, cette politique nationale offrait au chef de l'État la possibilité d'opérer des Reconfigurations des forces politiques sur l'échiquier, par un recyclage non avoué de l'ancien régime.

3.1.1.3 LES ALLIANCES SOUS LA TRANSITION DE 2003 A 2006

Sous un système d'un gouvernement de coalition d'un président + 4 vice-présidents qui se sont alliés, les résultats du Dialogue Intercongolais ont été inclus dans les institutions sur base des quotas négociés. En février 2002, s'engage de façon décisive en Afrique du Sud, le Dialogue intercongolais. L'enjeu majeur de ces négociations est le maintien de Joseph Kabila à la tête de la RDC. Elles débouchent ainsi, dans un premier temps en avril, sur un accord partiel entre Kinshasa et le « MLC » de Bemba, auquel adhèrent une majorité des représentants de l'opposition politique non armée, de la Société civile ainsi que les rébellions du « RCD/Mouvement de Libération » et du « RCD/National ». Aux termes de cet accord, Joseph Kabila devait demeurer président et Jean-Pierre Bemba devenir premier ministre. L'arrangement ne se concrétisera pas, mais sa conclusion a témoigné de l'habileté manœuvrière de Joseph Kabila puisqu'il consacrait la division des deux principales rébellions dont l'alliance aurait mis en difficulté le pouvoir de Kinshasa.

Les pressions internationales, celles de l'Afrique du Sud et des médiateurs des Nations unies en particulier, s'exercent pour que les négociations reprennent et aboutissent à un accord « inclusif ». Un second round de négociations s'ouvre en novembre à Pretoria. La position de Kabila s'est alors encore renforcée. Le « RCD-Goma » et le « MLC » ont chacun entrepris de nouvelles actions militaires et sont chacun mis en cause pour de graves violences contre les populations civiles (le MLC surtout dont les troupes sont accusées de tueries, viols, pillages en République centrafricaine, des mêmes crimes et d'actes de cannibalisme en Ituri). Impliqués de manière directe ou indirecte dans ces actions, dénoncés par le second rapport, daté d'octobre, des experts des Nations unies sur le pillage des richesses du Congo, le Rwanda et l'Ouganda s'engagent dans des négociations avec Kinshasa qui les

conduisent en septembre-octobre à un retrait militaire de la RDC. En négociant directement avec Kinshasa, Kigali et Kampala « trahissaient » leurs alliés congolais puisqu'ils consacraient la position et l'autorité de Joseph Kabila.

3.1.1.4 RÉSULTATS DES ALLIANCES AU NIVEAU PROVINCIAL (DE 2006-2017)

La composition de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu (42 sièges) par parti est assez équilibrée et diversifiée entre onze partis. « *Le parti qui a le plus de députés en a 9 sur 42, soit 21 à 22% (PPRD). Les autres grandes compositions ont respectivement 7 députés (RCD : 17%), 6 députés (Forces du renouveau : 14%), 6 députés (MSR : 14%), suivies par les Indépendants sans partis (5 députés, soit 12%). Les autres sont de petites formations, n'atteignant pas individuellement 10% : DCF/COFEDEC (3 députés : 7%), Démocratie Chrétienne (2 députés : 5%), et trois autres formations représentées respectivement par un seul député (soit moins de 2% de sièges)* »¹⁴. Comparant dans trois provinces en 2006, les résultats à l'élection présidentielle au Nord-Kivu, le candidat du PPRD avait été élu à 77,7 % alors qu'au Katanga à 78,8%, au Maniema à 89,8 % et 94,6 % au Sud-Kivu.

Robert PELLOUX pense pour cette raison à « *3 types de solidarités à savoir : la Solidarité personnelle, celle d'idées et enfin la solidarité de classe* »¹⁵. Ainsi, la gouvernance ne dépendant pas du système ou régime politique dans un État ayant le souci d'une bonne Gouvernance. Joseph Kabila a eu la chance de diriger le pays légalement depuis « le 6 décembre 2006, après sa victoire à l'élection présidentielle au second tour prêtant alors un troisième serment en tant que premier président de la Troisième République »¹⁶. Signalons tout de même que son premier serment est celui de 2001 après la mort de son père et le deuxième, en 2003 après l'accord global et inclusif consacrant le gouvernement de 1+4. Pour défendre leurs intérêts, les Gouvernés s'unissent au sein des partis politiques sur base de certaines affinités ou solidarités ».¹⁷ A titre d'exemple, l'élection présidentielle et législative tenue le 30 juillet 2006, les 3 partis politiques ayants noués des grandes Alliances qui se sont constituée au 1^{er} et au 2^{ème} tour. Ces Alliances sont celles de l'Alliance pour la Majorité Présidentielle « AMP » créée, le 24 Juin 2006, dominée par le « PPRD » et celles du Regroupement des Nationalistes Congolais « RENACO » chapeauté par le Mouvement de Libération du Congo « MLC » de J.P Bemba, même s'il ne fut massivement élu.

¹⁴ NISSE MUGHENDI et Paul-Robain NAMEGABE, *Gouvernance provinciale au Nord - Kivu et au Sud - Kivu entre 2007 et 2014, Rapports entre Institutions provinciales, réformes de la justice et de la police*, Pole Institut, Avril 2015.p13.

¹⁵ PELLOUX, R., Cité par MULUMBATI NGASHA, *Sociologie politique*, éd. AFRICA/UNIVERSITE DE LUBUMBASHI, 1988, p.27.

¹⁶ DE VILLERS, G., République Démocratique du Congo : De la guerre aux élections. L'ascension de Joseph Kabila et la naissance de la Troisième République (janvier 2001-août 2008), Tervuren-Paris, Musée royal de l'Afrique centrale, L'Harmattan, *Cahiers Africains*, n° 75, 2009.P36.

¹⁷ PELLOUX, R., Cité par MULUMBATI NGASHA, *Op.cit*, 1988, p 26.

3.1.1.5 Les alliances de 2011-2020

Tout comme en 2011, en 2018 les élections présidentielles et législative nationale ont connues d'autres enjeux après modification de quelques Articles de la constitution du 18 février 2006. À l'issus de ce résultat, le 2^e tour a été organisé et aucun des candidats parmi le 33 retenus à la présidentielle n'a pu réaliser 2% au premier tour. Ainsi aucun de candidat n'a obtenu la majorité absolue et les jeux d'alliance ont intervenu ou second tour. En effet, « *par la déclaration du 9 sept 2006, le PALU a apporté son soutien à Joseph Kabila. La signature officielle de l'Accord AMP-PALU est intervenue le 30 Sept 2006. La sortie de l'Union pour la Nation, plateforme de soutien à JP Bemba, a eu lieu, le 23 Sept et en date 16 sept 2006, l'AMP signa l'accord avec (UDEMO). Couplé aux élections législatives provinciales, la présidentielle a eu lieu le 23 octobre 2006, ou Joseph Kabikla a emporté avec 58,05% contre 41,95% pour J.P Bemba Gombo*»¹⁸.

L'AMP qui avait bénéficiée des nouvelles Alliances au second tour des élections présidentielles et législatives provinciales avait réalisée 259 sièges (dont 132 pour le PPRD) contre 182 sièges à l'Union pour la Nation (dont 104 pour le MLC seul). À l'élection sénatoriale organisée peu après, l'AMP a obtenu 58 sièges sur 108 à pourvoir et les reste pour l'Union de la Nation issue de l'opposition et suivant le principe de respect des alliances conclues à la promotion de la jeune démocratie en RDC, la primature fût accordée au Parti des Lumumbistes selon les alliances conclues au second tour.

La révision de l'Art. 71 de la constitution de la RDC a posé beaucoup des problèmes. Celui –ci consistait au changement du mode de scrutin à un seul tour pour l'élection présidentielle. Ainsi, le président de la République devrait désormais être élu à la majorité simple. Cela a complètement modifié les jeux de 2006, 2011 et 2018. « Actuellement, la RDC Compte 77 regroupements politiques légalement reconnus dont 600 partis politiques»¹⁹.

L'opposition politique congolaise s'est émergée avec d'autres acteurs de la majorité présidentielle. Ainsi, Etienne Tshisekedi de l'UDPS et Vital Kamerhe de l'Union pour la Nation Congolaise «UNC» ont remplacé J.P Bemba de 2006 en détention à la Haye au Pays-Bas par la cour pénale Internationale. Deux camps se sont constitués pour cette opposition : d'abord par Etienne Tshisekedi considéré comme acteur principale de l'opposition Congolaise depuis plus de 30 ans, en suite l'UNC de Vital Kamerhe, ancien membre et président de l'Assemblée Nationale du pays et de l'AMP. L'Alliance de la Majorité Présidentielle a changée son appellation et est devenue Majorité Présidentielle à tour unique de l'élection de 2018. Malgré la coalition entre « FCC » et « CACH », chaque camp avait son candidat à la présidentielle. A titre de score réalisé, « le Candidat Félix-Antoine Tshisekedi a réalisé un total de 7 051 013

¹⁸ RDC, Commission Electorale Indépendante, *Résultats de l'élection présidentielle, 2006*.

¹⁹ Lire à ce sujet : Cartographie des partis politiques de la RDC, Rapport 2021, P.83.

voix, Martin Fayulu avec 6 366 732 voix et enfin Emmanuel Ramazani Shadary avec 4 357 359 voix. Le total d'inscrits sur la liste électorale avait été de 38 542 138 requérants dont seulement 18 329 318 électeurs avaient répondu au rendez-vous le jour de l'élection présidentielle, législative nationale et provinciale du 30 décembre 2018 en RD. Congo »²⁰.

Les élections présidentielles et législatives nationales ont été organisées le 28 novembre 2011, avec 11 candidats à l'élection présidentielle et 18.478 candidats aux législatures nationales pour les 500 sièges à pourvoir. Une redistribution des cartes s'est opérée dans deux camps. L'opposition Congolaise n'a pas réussi dans ses tentatives de vouloir présenter un candidat unique à la présidentielle du 28 novembre 2011 et 2018. Ainsi, Chassé du Gouvernement en 2012, malgré les alliances de 2006, le leader de l'Union de Démocrates « UDEMO » Nzanga Mobutu, a déclaré officieusement membre de l'opposition politique Congolaise pour défaut de la paralysie de son alliance avec la Majorité Présidentielle, une alliance au pouvoir à cette période. Tout comme en 2011, l'opposition politique Congolaise sous les personnages de Moïse Katumbi, Martin Fayulu, Vital Kamerhe, Jean-Pierre Bemba, Adolphe Muzito s'est montrée favorite selon l'opinion populaire en 2019. En mars de la même année, Fayulu représentait le meilleur espoir pour un changement après que (l'opinion) le sondage ait connu des accords signés entre Tshisekedi et Joseph Kabila (MP et CACH). Le point commun entre tous les regroupements de l'opposition a été sans doute une hostilité au régime de Kabila. La Majorité Présidentielle de son côté et ses alliés tel que le PPRD et ses Satellites (des petits partis créés à l'intérieur du Grand parti dans le but de gonfler les nombres de candidats), l'UDPS et ses alliées étaient en perte de vitesse faute de la répartition des Ministères et autres postes stratégiques au niveau provincial que national. Tenant compte des résultats obtenus par chaque parti politique en province du Nord-Kivu et à Goma, nous permet de catégoriser le niveau.

Le premier constat qui se dégage est que les grands partis se distancient de loin des autres en nombre d'élus. Le PPRD avec 132 députés provinciaux et 111 nationaux en 2011 et 116 députés nationaux en 2018 occupant une position écrasante (Assemblée nationale et Sénat). L'UDPS parti au pouvoir n'avait pas participé aux échéances électorales de 2006. Cependant, les partis au pouvoir disposent des moyens matériels et financiers suffisants pour battre campagne contrairement à ceux de l'opposition. Il faudra y ajouter les scissions et les débauchages qui ont privé certains partis de leurs cadres. « *Le PPRD, le MSR, l'AFDC ont connu un succès en regard du nombre d'élus. Le PPRD par exemple est passé de 111 en 2006 à 132 élus en 2011. Le MSR est passé de 26 en 2006 à 38 élus en 2011. Par contre, le MLC, le RCD, la CDC et d'autres partis ont perdu des sièges* »²¹.

²⁰https://fr.m.wikipedia.org/wiki/%C3%89lection_pr%C3%99sidentielle_de_2018en_R%C3%A9publique_d%C3%A9Crique_du_Congo.

²¹ KONRAD ADENAUER STIFTUN, IDLP, *Cartographie des partis politiques de la république démocratique du Congo*, KAS, Kinshasa, 2021, p.181

3.2 LA SURVIE DES PARTIS POLITIQUES

La survie des partis politiques est liée à la démocratie réelle qui, elle-même est corrélée au multipartisme consécutive avec les élections disputées. Tous reposent ainsi sur la démocratie libérale liée aux mécanismes constitutionnels et aux lois électorales avec le peuple à la base. L'on retiendra que la RDC a enregistré entre « 1958 et 2020 environ 2 000 partis politiques. Excepté une dizaine d'entre eux qui ont fait preuve de résilience à travers le temps et évoluent pour autant dans une situation de léthargie permanente. La quasi-totalité ayant fait la pluie et le beau temps entre 1958 et 1965 et entre 1990 et 1997, soit 1400 partis, ont disparu avec leurs fondateurs de la scène politique »²². Le PPRD avait comme stratégie au niveau Provincial que National entre 2011 et 2018 de créer des sous-partis fictifs à la veille des élections tel que (AAA, ECT, MIP, NAD, PPPD, RRC, PCD ...), 70 regroupements pour aligner le plus des candidats possibles aux élections législatives. Cela a non seulement contribué à la pléthore des candidatures aux élections législatives mais aussi à augmenté la nervosité du paysage politique. En province du Nord-Kivu, beaucoup d'anciens députés du PPRD (l'actuelle opposition) sont devenus membres du parti Bloc Uni pour la Renaissance et l'Emergence du Congo « BUREC » nouvellement créé et parmi les acteurs de l'actuelle majorité présidentielle dénommée USN.

Parallèlement, les remous entre l'Assemblée provinciale et le Gouvernement provincial ont fait passer certains députés anciennement de la majorité à l'opposition et vice versa. Ainsi, Carly Nzanzu Kasivita, élu gouverneur du Nord-Kivu en 2019, le bureau de l'Assemblée, l'élu du Bloc Uni pour la Renaissance et l'Emergence du Congo « BUREC » et Alliance de Forces Démocratique du Congo « AFDC », se sont rapproché de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social « UDPS » (le parti au pouvoir) qui connaît deux scissions en province du Nord-Kivu. D'un coté, l'UDPS aile dirigé par Mr Rubens Mikindo de la Communauté Nyanga et de l'autre coté, UDPS aile dirigé par Mr Wemba Katina de la Communauté Nande. L'ail de Mikindo est actuellement représenté dans les services administratifs tel qu'à l'aéroport International de Goma et pour Wemba, à la Direction Générale des Recettes du Nord-Kivu « DGRN-K ». La dualité de gestion du parti « UDPS » au pouvoir peut entraîner à la longue des fissures définitives au niveau de la province du Nord-Kivu. Les alliances étant négativement appréciées à « UDPS », les membres gardent de mauvais souvenirs depuis la dislocation du Front Commun pour le Congo et le Cap pour le Changement « FCC-CACH ».

Lorsqu'un parti politique existe sans la base au niveau local, l'idée en est que son avenir est sombre. Nous pensons que sans démocratie dans un pays, il n'y a pas multipartisme et sans multipartisme, il n'y a pas élection. « Dès lors, d'aucuns hésite à établir hâtivement une égalité entre démocratie et élections, voulant croire que la tenue

²². KONRAD ADENAUER STIFTUN, IDLP, *Op.cit.*, , 2021, p.130.

des élections est nécessairement signe d'une culture démocratique »²³. Ainsi, comme culture politique, Boutros Boutros-Ghali, Ancien secrétaire général des Nations Unies, a pu croire qu'une « *vraie démocratie ne saurait se limiter à un seul cadre institutionnel. Elle doit aussi s'incarner dans une culture, un état d'esprit favorisant la tolérance, l'équilibre, le dialogue entre forces constitutives de la société* ».²⁴

Toutefois, nous révèle les enquêtés, la nouvelle constitution de 2011, n'ouvre pas des perspectives fécondes de participation aux élections sans Alliances politiques en RDC en général et en province en particulier. En effet, la richesse et les apports de la constitution pour les institutions au profil de la population permettant aux partis politiques de gagner la confiance de la population à tous les niveaux des élections.

Par ailleurs, les rôles traditionnels des partis politiques dans toute démocratie se résument en trois éléments : Former l'opinion, sélectionner les candidats pour des enjeux électoraux et enfin encadrer ces derniers une fois élus. Déviant ces rôles, faudrait-il adopter la définition émise par Evariste Boshab selon laquelle « *les partis politiques sont des boutiques privées dont les propriétaires recherchent avant tout la manifestation du lucre par la surenchère de tous genres* »²⁵.

En rapport avec la socialisation politique, le parti est constitué des leaders d'Opinion, préparent le projet de société et mettent en place des stratégies d'action.

Enfin, en rapport avec le développement, le parti doit avoir une vision de la Nation, celle de Conquérir, d'exercer le pouvoir et le développement de sa nation entière. Ses membres doivent éviter l'immoralité. À titre d'exemple, « Ardent Kabambi, jeune du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD), saignant à la tête, se plaignait de l'agression dont il avait été victime de la part du secrétaire permanent adjoint de son parti, Ferdinand Kambere, la nuit de vendredi 17 décembre 2021 »²⁶ à Kinshasa. Les Alliances permettent aux partis politiques d'exister au niveau du territoire national, car elles sont conclues à tout le niveau. Signalons qu'en RD Congo depuis les années 1957, les élections n'ont jamais été organisées à tous les niveaux tel que nous le décrivons dans tableau ci-dessous.

²³ MAMPASI Kapita Dieudonné, S.J, Election et démocratie en RDC : Entre mythes et réalité, In *Congo Afrique*. L^{ème} (50^{ème}) novembre, 2011, n° 459, P.644.

²⁴ BOUTROS BOUTROS-GHALI cité par MANTUBA MABIALA, P., Démocratie et la vie politique en RDC, In *Congo Afrique*, Op.cit, 2011, P.650.

²⁵ BOS HAB, E., *Entre les Colombes et les Faucons. Où vont les partis politiques congolais ?*, PUC, Kinshasa, 2001, p.6.

²⁶ La vidéo de la scène devient en si peu de temps viral sur les réseaux sociaux où l'on voit les militants du PPRD se battre, un parti politique de l'ancienne majorité présidentielle en RD.Congo de 2006 à 2018.

(<https://okapinews.net/politique/bagarre-au-pprd-ardant-kabambi-blesse-par-ferdinand-kambere-temoignage7sur7.cd> , le 18 décembre 2021).

Tableau n°01. Scrutins locaux en RDC (1957-1960)²⁷

Circonscription	Scrutin	Organisé/Non organisé
Ville	Mandataire locale	Furent organisées
Secteur	Chef de Secteur	Furent organisées
Territoire	Conseillers territoriaux	Ne furent organisées
Territoire	Députés provinciaux	Ne furent organisées
Commune	Mandataire Local	Furent organisées
Commune	Conseiller communaux	Ne furent organisées
Commune	Députés provinciaux	Ne furent organisées

Sources : Recherches sur terrain.

Ces élections ne furent pas organisées et elles ont un impact sur la survie des partis politiques en RD Congo. Au total sur six scrutins prévus pour les élections locales, trois seulement furent organisées avant l'indépendance. Les autres ne furent pas organisées en raison des revendications politiciennes relatives à l'octroi de l'indépendance Nationale. En 1964, Seulement les élections municipales directes universelles furent organisées, selon la constitution de Luluabourg du 1^{er} Août de la même année, pourtant le pays comptait à cette époque 22 provinces en vertu de la constitution haut-Citée. Ces élections ont seulement eu lieu à Kinshasa. Dans ce contexte, les scrutins organisés en 1970, 75, 77, 82 et 84 étaient pour légitimer le parti unique, le MPR²⁸. Après une très longue période de transition, de 1990 à 1997, de 1997 à 2001 et enfin de 2003 à 2006. La RDC a connu une ère nouvelle en 2006, celle de la promulgation de la constitution du 18 février 2006 car les forces politiques et le peuple congolais se sont engagés à redonner une place de choix. La non-organisation des élections à tous les niveaux constitue un manque à gagner pour les partis politiques n'étant pas représentés à tous les niveaux de la gouvernance.

Tableau n°02. Scrutins importants non organisés de 2006-2022 en RDC.

Scrutins	Entités	Types de suffrages
Conseillers urbain	Ville	Indirect
Maires de ville	Ville	Indirect
Conseillers communaux	Commune	Direct
Bourgoumestre	Commune	Indirect
Conseillers communaux	Ville	Direct
Conseiller chefferies Secteurs	Chefferie	Direct
Chef de secteur et Adjoints	Chefferie	Indirect

²⁷ NDAYWEL ISDORE, E., Regard sur le parcours électoral de la RDC, *In Election en RDC : défis et perspectives*, PNUD, Kinshasa, 2006, P.35.

²⁸ ELIKIA M'BOKOLO (2012), *Elections démocratiques en RDC : Dynamiques et Perspectives*, OIF/PNUD, AGB, Kinshasa, P.198.

Sources : Recherches sur terrain.

Le tableau ci-haut dégage les éléments selon lesquels en rapport avec les élections locales indirectes que les Conseillers Urbains et les Maires au niveau des villes, les Conseillers (suffrage direct) et Bourgmestres (suffrage Indirect) aux niveaux des Communes et enfin les Conseillers chefferies/Secteurs (Suffrage direct) et Chef de Secteur et Adjoints (Suffrage indirect) n'ont jamais été élus en République Démocratique du Congo. Ces élections jusqu'à ces jours ne sont pas encore organisées, pourtant bien définie dans la Loi-cadre du 09 mars 2006²⁹.

L'UNC pour sa part, multiplie des réunions, tout en intéressants la plupart des membres de la communauté d'adhérer au parti « Mwaniwerhu » pour dire « notre fils ». C'est dans ce sens que les entre-aides sociales sous forme des mutuelles économiques entre les membres du parti sont aperçues dans la ville de Goma. Aux élections législatives provinciales, le parti à renflé à l'assemblée provinciale Un sièges et Un autre à l'Assemblée nationale. Certes, des facteurs contribuèrent au pourrissement de la situation actuelle, à savoir : le non respect de l'égalité entre autre la discrimination dans la jouissance des libertés publiques (de réunion, de manifestation, d'accès aux médias publics...). Cela pour autant dire que les organisations politiques en RDC naissent, disparaissent définitivement et/ou renaissent sous les couleurs d'un autre parti, avec de nouveaux animateurs, un nouveau siège, des nouveaux membres, etc.

Les partis politiques PPRD, UDPS et UNC comme tous les partis politiques à travers le monde, sont sensés informer la population de l'évolution de la politique du pays afin qu'elle soit active. À cet effet, les partis politiques ont, en principe, la mission d'assurer un encadrement thématique, doctrinal ou idéologique des militants et candidats. Les candidats à leur tour clarifient et orientent le choix. L'électeur saura quelles idées, quel programme se réclame tel ou tel candidat du parti, quelle action à mener une fois élu.

Des éléments évoqués ci-haut, témoignages que le PPRD est en vitesse décroisée dans la ville de Goma car les activités sont visibles que lorsqu'il y a présence des hauts cadres du parti en provenance de Kinshasa. « *Le parti politique structure l'opinion publique, mesure ses attitudes et les transmet aux responsables gouvernementaux et aux dirigeants, de sorte que les gouvernés et les gouvernants, opinion et pouvoir soient raisonnablement proches les uns des autres ; en principe le gouvernant représentatif repose tout entier sur ces rapports* » (SCHWARTZEMBERRG.RG., 1998 p.101).

²⁹RDC, Loi n°06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales telle que modifiée et complétée à ce jour.

Après les alliances et élections présidentielles, législatives (provinciale et nationale), le PPRD, UDPS et UNC semblent moins exercer cette fonction suite à la léthargie qui a pris siège au sein de ces partis politiques implantés à Goma. Les rencontres surtout au PPRD et l'UNC étant moins organisées par les cadres et membres depuis la création de la nouvelle majorité, le procès Kamerhe de cent jours a étouffés les activités de ce parti politique. En rapport avec la sélection des cadres politiques, le constat donne lieu à certains vices oligarchiques. De nos enquêtes, « la sélection des candidats au sein du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie, « PPRD » en sigle, créé en 2005, a été effectuée et s'effectuée par les autorités morales du parti au niveau national et non dans le congrès. Enjeu majeur pour tous les partis politiques de la RD Congo où la pyramide est renversé dans la création du parti et le choix des candidats. Ce comportement consiste à concentrer toutes les décisions au niveau national ce qui crée des frustrations et refroidissements de relations entre certains cadres et leurs partis politiques au niveau local »³⁰ (Entretien Anonymat, du 14 mars 2022 de 14h à 15h20).

Par ailleurs, à Goma l'encadrement des élus se fait d'une manière intense dans chaque parti politique. Le PPRD et l'UNC ont chacun des sièges à l'assemblée provinciale et nationale, les rencontres se font rares de fois. Pour l'UDPS parti au pouvoir qui n'a aucun siège au législatif tant provincial que national pour le compte du Nord-Kivu, les activités sont régulièrement observées avec engouement presque comme dans l'UNC, car ses cadres espèrent au niveau tant provincial que national à intégrer les institutions politiques. Dans ce sens, la survie dépend des stratégies de mobilisation des militants pour chaque parti politique avant, pendant et après les enjeux politiques et électoraux.

Tableau n°03. Actions utilisées pour accroître les militants au sein des partis politiques

Stratégies des partis politiques	PPRD	UDPS	UNC	Autres	Total	%
Relations individuelles et ethniques des Cadres	06	09	10	23	48	64
Mobilisation politique à travers l'idéologie	03	02	04	03	10	13,3
Vulgarisation du projet de société	04	01	00	02	07	9.3
Débauchage	02	03	01	04	10	13.3
Total	15	15	15	30	75	100

³⁰Entretien Anonymat d'un cadre du PPRD, le 14 mars 2022 de 14h à 15h20.

Sources : Recherche sur terrain.

La lecture de ce tableau nous renseigne que les stratégies utilisées par les partis politiques pour accroître leurs militants sont telle que : 64 % reconnaissent les relations individuelles de cadres et ethnicité, 13,3 % pensent à la mobilisation à travers l'idéologie du parti, 9,3 % dit la vulgarisation du projet de société du parti et meetings populaires, 13,3 % pensent aux débauchages politiques. Ces stratégies tiennent compte des contextes et des enjeux politiques. « Si nous voyons les visions des partis politiques, la façon dont ils présentent leur projet de société, nous constatons qu'il n'y a rien. C'est pourquoi ils ne font rien de bon »³¹. La lecture des statuts donne l'impression que la situation sur le terrain paraît conforme aux prescrits des textes statutaires pourtant c'est autres réalités. Pour leur survie, les partis utilisent d'autres stratégies dont la démagogie.

Tableau n°04. La démagogie comme stratégie de survie.

Parti et Avis	PPRD	UDPS	UNC	Autres	Tot	%
Favorise l'adhésion	05	10	04	04	23	31
Facilite la disparition du parti	04	00	05	05	14	19
Favorise la dictature	00	00	03	04	07	9
Émerge-les partis	06	05	01	06	18	24
Protège les intérêts égoïstes	00	00	02	11	13	17
Total	15	15	15	30	75	100

Sources : Enquête sur terrain.

Le tableau contient les avis de 75 sujets enquêtés (soit 100%), répartis d'un côté selon leurs catégories d'appartenance au parti politique (45 sujets) et de l'autre côté ceux-là qui ne sont pas leurs membres (30 sujets) mais qui observent les événements politiques dans la ville de Goma tels que ceux de la société civile qui suivent de près les stratégies des partis politiques au pays et de la ville de Goma. En rapport avec la démagogie comme stratégies, 31 % disent que la démagogie favorise l'adhésion des militants, 19 % pensent qu'elle est à base de la disparition du parti faible, 9 % pensent à la dictature au sein du parti alors que 24 % pensent à l'émergence et enfin 17 % estiment que la démagogie protège les intérêts égoïste au sein du parti politique qui sont au pouvoir. La

³¹ R. FEELEY et D. CHOUKRI, *Rapprochez-vous de nous (Les Résultats des "focus groups" avec des jeunes hommes et femmes de la RDC), Travail mené en octobre 2011, National Democratic Institute for International Affairs, Kinshasa, Février 2012, p.21.*

stratégie de démagogie, de « *manipulation, de mensonges et d'intoxication est consécutive à la stratégie d'alliance. Lorsque les communicateurs de partis politiques interviennent dans les médias ou lorsque les leaders prennent la parole dans les rassemblements politiques, ils se distinguent par des déclarations et des propos alambiqués* »³².

Le multipartisme constitue une réalité, mais la question que l'on se pose consiste à connaître le sort de la population. Après les élections de 2011 et surtout de 2018, certains Congolais ont déclaré « qu'ils ne croient plus à la politique et ne participeront plus au processus électoral selon le mot d'ordre de leur leader »³³. Cette frange de la population avait peut-être raison de penser ainsi du fait qu'elle est « quotidiennement nourrie d'informations et de commentaires politiques qui n'améliorent pas le social en province du Nord-Kivu. Les politiciens s'enrichissent d'avantage.

Tableau n°05. Ressources pour la survie des partis politiques.

Moyens	PPRD	UDPS	UNC	Autres	Tot	%
Cotisation, dons et Legs	05	04	06	10	25	31
Font des autorités morales	07	09	00	00	16	21
Financement des opérateurs économiques	03	02	09	00	14	19
Revenus réalisés lors des manifestations ou publicité	00	00	00	00	00	00
Subvention de l'Etat	00	00	00	20	20	27
Total	15	15	15	30	75	100

Sources : Enquête sur terrain.

Pour la provenance des moyens financiers, 31 % parlent des Cotisations, dons et legs ; 21 % pensent que se sont des fonds de l'autorité morale, 19 % estiment que les opérateurs économiques ou politiciens financent ou donnent les moyens au parti et enfin, 27 % pensent aux subventions de l'État. Ces moyens réalisés ou pas permettent aux partis politiques d'envisager des stratégies pour leur survie dans la ville de Goma. Au Congo, les partis politiques sont comme une « génération spontanée » ; ils sont nés brusquement à la faveur du mouvement de l'indépendance sur les décombres de différentes mutualités et associations tribales préexistantes³⁴. En d'autres termes, il n'y a pas une tradition en cette matière. La situation s'est encore aggravée avec les 18 ans du régime du Parti unique (2002-2022).

³² Rapport de la Cartographie des partis politiques, *Op.cit.*, 2021, p84.

³³ NGOMA- BINDA cité par OBOTELA RASHIDI, N. et al. *Op.cit.*, 2013P.17.

³⁴ Guy DE BOECK, *La vie difficile des partis politiques en RDC*, in *Congo Forum*, 21 janvier 2007 (www.congoforum.be/udpldocs/Les partis politiques en RDC.pdf).

Le processus de la « démocratisation » prônée par Joseph KABILA a été propice à la création d'une multitude de partis aux finalités ethniques. À titre d'exemple, l'UNC a pour majorité les Shis du Sud-Kivu, BUREC a pour majorité les Nande, à UDPS la majorité est Kassaiens et le PPRD a pour Majorité Réga ressortissant de Kindu. Ainsi, « les indemnités d'élus proviennent des versements en pourcentage prélevés sur les émoluments mensuels versés à la caisse du parti. C'est la seule ressource sûre sur laquelle un parti peut compter (...). Les partis peuvent encore renflouer leur caisse par des prêts ; et, enfin les partis peuvent être financés par des groupes de pression ou lobbies. Cette pratique est souvent de mise aux Etats-Unis»³⁵.

Tableau n°6. Enjeu pour la survie du parti politique.

Parti et Avis	PPRD	UDPS	UNC	Autres	Total	%
Importance du poids politique à l'assemblée provinciale	08	00	01	05	14	17
exclusion dans la répartition des postes	00	02	04	04	10	13.3
Méfiance après élection	00	02	00	01	03	4
Déséquilibre des postes de nomination	00	06	05	05	16	21,3
Protection des camps politiques	07	05	01	11	24	32
Trahison entre acteurs	00	00	04	04	08	7
Total	15	15	15	30	75	100

Sources : Enquête sur terrain

Le tableau ci-haut dégage les éléments suivant sur l'enjeu politique pour la survie du parti politique: 17% parlent de l'importance du poids politique à l'assemblée provinciale ; 13.3 % pensent à l'exclusion dans la répartition des sièges ; 4 % parlent de la méfiance après élections ; 21,3 % parlent du déséquilibre des postes de nomination ; 32 % disent la protection de camp politique et en fin 7 % parlent de la trahison entre acteurs politiques. Un autre fait à signaler est celui qui découle du comportement du Président du parti. En effet, ce dernier est considéré souvent comme la création ou la « chose » d'un individu, le collègue dit des « Fondateurs » est supplanté par une seule personne appelée alors « Président Fondateur » qui, aujourd'hui, devient l'« autorité morale », désignation qui ne figure ni dans la loi ni dans les statuts créant les partis. La mentalité du Parti-État perdurant, le « Fondateur » semble être inaccessible, intouchable et au-dessus des principes de base ayant présidé à la création du Parti.

³⁵ MABIALA MANTUBA- NGOMA, *op.cit*, p. 46.

Tableau n°07. Avenir du parti politique.

Avenir	PPRD	UDPS	UNC	AUTRES	Total	%
Redynamisation des alliances	07	00	02	05	14	19
Reconstituer les alliances	00	02	04	04	10	13
Modifier la constitution et la loi électorale	00	07	00	01	08	11
Organisation des congrès	00	01	05	05	11	15
Mauvais à cause des animateurs	08	05	01	11	25	33
Bon car ayant d'élus à l'assemblée provinciale	00	00	03	04	07	9
Total	15	15	15	30	75	100

Sources : Enquête sur terrain.

Pour l'avenir du parti politique faite des Alliances politiques à Goma, 19 % pensent qu'il faut la redynamisation des alliances, 13 % disent qu'il faut reconstituer ou renégocier les alliances, 10,6 % pensent qu'il faut modifier la constitution et la loi électorale, 14,6 % estiment que les partis doivent organiser des congrès, 33,3 % souhaitent qu'il y ait nouvelles majorité parlementaire et enfin seulement 9 % disent bon, car ayant d'élus à l'assemblée provinciale du Nord-Kivu en R.D. Congo. Ainsi, les partis politiques ont d'énormes difficultés pour leur fonctionnement faute des moyens financiers. À ce jour, les partis politiques jouissent d'une seule source de financement, à savoir les indemnités versées par les élus, les membres du Gouvernement et les mandataires dans les entreprises publiques. Tous les partis n'ont pas ces catégories de personnes.

4. DISCUSSION DES RÉSULTATS DE L'ENQUETE

À part la stratégie d'alliances et de coalition, les partis politiques utilisent d'autres techniques pour accroître les militants, telles que les relations individuelles des cadres et ethnicité selon 64 % de sujets enquêtés, du fait que leurs projets de société n'ont jamais répondu aux besoins de la population. Les partis ont de même un défi énorme à relever sur le plan de la communication. La conquête du pouvoir est sujette à la maîtrise de cette donne. À notre avis, le véritable changement découle de la réponse à ce défi. La lecture des statuts donne l'impression que la situation sur le terrain paraît conforme aux prescrits mais en réalité c'est le contraire.

La démagogie pratiquée au sein des partis politiques PPRD, UDPS et UNC, 31 % disent favorise l'adhésion des militants au sein des partis. Certes, la volonté populaire demeure inéluctable et ne pas voter utile dans un contexte de pauvreté. Pour la provenance des moyens financiers, 31 % parlent des Cotisations, dons et legs « *le financement des partis politiques est une question préoccupante non seulement pour les pouvoirs*

publics, mais aussi pour les leaders des partis politiques »³⁶. Trois types de cotisations ont été identifiés dans le PPRD, UDPS et UNC. Il s'agit des cotisations d'inscription, les cotisations mensuelles ou annuelles et les cotisations des élus. Pour l'UDPS, cotisation des élus n'existent pas, car n'ayant aucun élu à l'assemblée provinciale à l'élection de 2018 à Goma et au Nord-Kivu. La survie des partis politiques en RDC dépendent aussi de camp politique au pouvoir estime 32 % des sujets des enquêtés. Pour cette raison, l'avenir du PPRD à Goma est hypothétique estiment 33,3 % à cause des animateurs et du débauchage politique.

5. CONCLUSION

Au terme de cette recherche sur les Alliances et survie des partis politiques après les élections de 2018 à Goma. Un diagnostic a été fait sur trois partis politiques entre autre le PPRD, l'UDPS et l'UNC.

L'analyse des résultats de notre étude a révélé que, dans les partis politiques les alliances et coalitions politiques sont fragiles à Goma au Nord-Kivu, elles ne suffisent pas tant que stratégies de la survie des partis politiques sur lesquels leurs autorités morales tiennent tant. Le PPRD, l'UDPS et l'UNC procèdent aux recrutements par relations individuelles et ethniques. Les cotisations de membres (cadres) avec le retrait à la source des émoluments ou salaires constituent la source des revenus pour les partis politiques. La démagogie et le débauchage sont les moyens utilisés pour faire adhérer de nouveaux membres dans les partis politiques après les élections. À part AFDC, BUREC, UDPS et l'UNC, d'autres partis politiques ne sont pas à mesure de mettre en place des stratégies pour leur survie à Goma.

Par ailleurs, que dire des partis sélectionnés ? Certaines considérations aideront à comprendre la complexité de l'échiquier politique congolais. En effet, tout en ayant des députés et sénateurs au Parlement, tous les partis ne sont pas logés à la même enseigne. Il y a lieu de distinguer trois catégories : les partis de la majorité présidentielle, les partis de l'opposition et ceux ne disposant d'aucun député ni sénateur au Nord-Kivu.

Eu égard à l'intérêt que peut porter les autres stratégies pour la survie des partis politiques en RDC en général et dans la ville de Goma en particulier, il nous a paru nécessaire de formuler quelques recommandations qui, une fois observées avec intérêt, permettraient aux partis politiques d'envisager des perspectives pour promouvoir la démocratie avant, pendant et après les enjeux politiques :

Pour les leaders locaux et nationaux, il faudrait utiliser des stratégies démocratiques dans la mobilisation des adhérents du fait que nous sommes dans le système de multipartisme. Les partis politiques doivent contribuer au bien-être social ;

³⁶ MABIALA MANTUBA-NGOMA, Le financement des partis politiques, in MABIALA MANTUBA NGOMA, *op. Cit.* p.39.

- Les partis politiques semblent ne pas avoir la culture des statistiques et des archives. En d'autres termes, c'est l'absence d'une culture de la gestion administrative qui manque à nos partis. Un premier défi réside dans la gestion des membres : il y a absence d'une base des données devant être actualisée périodiquement.
- Aux militants des partis politiques d'adhérer au parti politique sur base de l'idéologie, de la philosophie et non par ethnicité ou autres facteurs anti-démocratiques;
- À la population de Goma de s'intéresser à l'idéologie et projet de société du parti mais aussi aux notions politique, car, dit-on, « si vous ne vous occuper pas d'elle, elle, s'occupera de vous».

Nous pensons que d'autres chercheurs peuvent aborder d'autres aspects tels que les stratégies de mobilisation des adhérents et divers thèmes ; La survie des partis politiques pendant l'état de siège, les facteurs explicatifs du débauchage politique en RDC, ...

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Ahadi Senge Milemba, P. (2015), *Analyse du discours du rassemblement congolais pour la démocratie sur la violence politique et la bonne gouvernance à Goma (1998-2006)*, Thèse de doctorat en FSSAP, UNIKIS.
2. Biyoya Makutu, P. (2013), Alliances et Coalition des partis politiques en République Démocratique du Congo. Causes et conséquences, *in le Journal of Africa élection*, Vol.13, n°13, PP.207-238.
3. Boshab, E. (2001), *Entre les colombes et les faucons. Où vont les partis politiques congolais?*, PUC, Kinshasa.
4. De Villers, G. (2009), *De la guerre aux élections : L'ascension de Joseph Kabila et la naissance de la Troisième République*, Tervuren-Paris, Musée Royal de l'Afrique Centrale, L'Harmattan, *Cahiers Africains*, n° 75.
5. Djoli Enseng'ekeli Jacques (2010), Les partis politiques dans l'évolution politique et constitutionnelle congolaise de 1960-2010 au cours de la crise extensible de l'Etat, *In Congo Afrique*, N° 447, Septembre, pp.606-610.
6. Elikia M'Bokolo (2012), *Elections démocratiques en RDC : Dynamiques et Perspectives*, OIF/PNUD, AGB, Kinshasa, pp. 195-218.
7. Guy De Boeck, La vie difficile des partis politiques en RDC, *in Congo Forum*, 21 janvier 2007 (www.congoforum.be/udpldocs/Les_partis_politiques_en_RDC.pdf).
8. Obotela Rashidi (2013), *les partis politiques congolais en question plaidoyer pour des structures durables et organisées*, Centre d'Etudes Politiques, Décembre.
9. Otemikongo Mandefu, J. (1991), Multipartisme au Zaïre, mythe et réalité, *In Zaïre Afrique*, N° 260, Kisangani, p.541.

10. Le Belon et al. (2017), *Alliances électorales et Gouvernementales : la contribution de la théorie de Jeux coopératifs à la Science politique*, Toulouse school of économie, WP, n°17-789, mars.
11. Konrad Adenauer Stiftung (2021), *Cartographie des Partis Politiques de la République Démocratique du Congo*, KAS, IDLP, Kinshasa.
12. Mampasi Kapita Dieudonné (2011), Élection et démocratie en RD.Congo entre Mythes et réalités, In *Congo Afrique*, n°459, novembre, pp.644-646.
13. Mabilia Mantuba, P. (2011), Démocratie et la vie politique en RDC, In *Congo Afrique*, PP.650-658.
14. Mampasi Kapita Dieudonné (2011), S.J, Election et démocratie en RDC : Entre mythes et réalité, In *Congo Afrique*. L^{ème} (50^{ème}) Novembre.
15. Mestist Dagh, M. (2013), *Election Engagement Social*, éd. L'Épiphanie, Limete, Kinshasa, 1991.
16. Les Partis Politiques Congolais en question : *Plaidoyer pour des structures durables et organisées*, centre d'Etudes Politologique, Juillet - Décembre.
17. Mirimba Lukeno Faustin (2007), *Capacité de survie des partis politique après les élections de 2006 cas des MLC, PPPRD et RCD à Kisangani*, Mémoire FSSAP, UNIKIS.
18. Milango, K. (2011), La leçon de l'élection présidentielle du 30 juillet 2006 et stratégies des acteurs pour 2011, In Congo-Afrique.
19. Mulumbati Ngasha (1988), *Sociologie politique*, éd. AFRICA/UNIVERSITE DE LUBUMBASHI.
20. Nisse Mughendi et Paul-Robain Namegabe (2015), *Gouvernance provinciale au Nord-Kivu et au Sud-Kivu entre, Rapports entre Institutions provinciales, réformes de la justice et de la police*, 2007 et 2014, Pole Institut, Goma, dossier avril.
21. Ndaywel E. Isidore (2006), Regard sur le parcours électoral de la RDC, In *ELIKYA MBOKOLO, Election en RDC : défis et perspectives*, PNUD-Kinshasa.
22. FEELEY, R.et CHOUKRI, D. (2012), *Rapprochez-vous de nous (Les Résultats des "focus groups" avec des jeunes hommes et femmes de la RDC)*, Travail mené en octobre 2011, National Democratic Institute for International Affaires, Kinshasa, Février, p.21.
23. Schwartzemberrg.RG. (1998), *Sociologie politique*, éd. Montchrestien, EJA, paris.
24. RDC, Loi n°06/006 du 09 mars 2006 telle que modifiée en 2011, portant organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales.
25. [www.https://lesdefinitions.fr/alliance](https://lesdefinitions.fr/alliance) du 20/02/2022.
26. https://fr.m.wikipedia.org/wiki/%C3%89lection_pr%C3%99sidentielle_de_2018.
27. <https://okapinews.net/politique/bagarre-au-pprd-ardant-kabambi-blesse-par-ferdinand-kambere-temoignage7sur7.cd> du 18 décembre 2021.

28. https://fr.m.wikipedia.org/wiki/%C3%89lection_pr%C3%99sidentielle_de_2018en_R%C3%A9publique_d%C3%A9Cratique_du_Congo.

